

La lettre du franc-parler

L'information anti-langue de bois

Publication n°11 – janvier 2021

Comme il en est la tradition, et il est utile de la faire perdurer, janvier est le mois qui nous permet à tous d'offrir nos vœux les meilleurs.

Aussi, nous n'y dérogerons pas, d'autant qu'elle est un signe de paix et d'espérance. Elle est en outre source de cordialité, de sociabilité et de fraternité.

Mais qui mieux que notre président d'honneur Henri Guaino et notre président Martial Sciolla pour exprimer leur sincère désir de retrouver une France apaisée, une France unie dans les moments de tourments, une France qui croit encore à un devenir radieux.

Au sommaire ce mois-ci

- Les vœux d'Henri Guaino et de Martial Sciolla
- Revenons à l'essentiel
- Comme le marinier, que le cruel orage
- L'homme augmenté
- Liberté chérie
- Communiqué

« En dépit de tous, sinon de tout, l'action du cardinal (Richelieu) conjuguée avec celle du roi (Louis XIII) avait été décisive pour l'avenir du pays, en l'engageant dans la voie qui allait faire de lui un état moderne. »

Charles de Gaulle

Le plus dur pour notre République n'est pas tant de devoir lutter contre des ennemis venus de l'extérieur, mais contre ceux qui vivent sournoisement à l'intérieur et qui bien tapis attendent patiemment que l'heure sonne pour frapper lâchement, comme le fut le bon roi Henri par un Ravaillac.

Les Ravaillac des temps modernes ne sont pas seulement ceux que l'on croit et que l'on désigne facilement du doigt, ils sont parfois nichés au plus haut sommet de l'État et agissent, animés par une ambition égoïste démesurée, à l'opposé des principes de ce que doit être un État fort, un État protecteur, un État ambitieux, un État novateur et moteur d'énergies.

Nous avons trop laissé dériver le filet moral et comportemental permettant de filtrer ce que l'on peut désigner par le mal et qui permet le savoir vivre, la bienséance, la courtoisie, la politesse, le respect d'autrui, ce qui fait notre liberté d'agir dans le cadre d'un respect des règles de vie sociale (non écrites), indispensables pour le bon fonctionnement de nos sociétés.

Trop de lois tue la loi dit-on, trop de droit régit par le droit tue le droit pourrait-on ajouter ! La loi n'est que la frontière de l'interdit, en amont doit primer l'éducation (parentale) et l'instruction, l'enseignement, qui sont des sources d'une saine vie possible en collectivité.

PB

Directeur publication : Pierrick Bavouzet
Diffusion : courriel – www.notrefrance.fr
Pour nous joindre : pierrick.bavouzet@notrefrance.fr

La lettre du franc-parler

L'information anti-langue de bois

Les vœux du Président d'Honneur



Chers adhérents et sympathisants de Notre France,

Au seuil de cette nouvelle année, je veux adresser du fond du cœur à chacun d'entre vous et à vos proches tous mes vœux de bonheur, en espérant que 2021 nous rendra tout ce qui nous fait aimer la vie. L'espérance, cette vertu si durement éprouvée par ce que nous vivons, est un combat de tous les jours contre la peur, contre le renoncement. Il y a des époques, comme la nôtre, où il est plus rude, parce que tout y semble mener au désespoir. C'est alors qu'il est le plus héroïque et le plus nécessaire parce qu'il veut dire « se tenir debout, coûte que coûte, parce qu'une fois couché, nul ne sait s'il aura la force de se relever. » Cela est vrai pour une personne comme pour un peuple.

Alors que nous sommes confrontés à des épreuves dont nous avons fini par croire que, contrairement aux générations précédentes, elles nous seraient désormais épargnées, nous prenons douloureusement conscience que ce n'est pas le cas et que nous avons eu bien tort de ne pas nous y préparer. Nous devons maintenant nous refaire à l'idée que l'histoire humaine peut toujours redevenir tragique. Seule cette lucidité nous permettra d'aller chercher au fond de nous, dans ces moments là, la force d'espérer.

La force d'espérer, c'est elle qui a poussé, il y a trois ans, quelques amis qui partageaient le même idéal pour la France à se réunir pour fonder Notre France dont j'ai accepté de prendre la présidence d'honneur. Dans l'éclipse des grandes

familles politiques françaises qui structurent depuis si longtemps notre imaginaire politique, leur but n'était pas de remplacer les vieux partis en crise, mais de rassembler le plus grand nombre possible de Français pour peser sur la prochaine échéance présidentielle.

Ils étaient portés par la conviction que, dans notre peuple, l'amour de la France était toujours assez fort pour rendre possible, une fois encore, le sursaut qui, si souvent, a permis à la France de continuer quand tout semblait concourir à sa disparition. À ce jour, en partant de rien et malgré la faiblesse de leurs moyens, ils recensent déjà 70 000 adhérents qui partagent cette conviction. Ce nombre croît chaque jour. Croîtra-t-il assez vite? La réponse à cette question n'est nulle part ailleurs qu'entre vos mains, les mains de chacun de ceux qui veulent continuer d'espérer qu'il est toujours possible de reconstruire ce que nous avons laissé déconstruire depuis trop longtemps: une nation, une société, une démocratie, une République, un État digne de ce nom, une forme de civilisation. De votre capacité à faire partager plus largement encore cette espérance dépend l'avenir. À chaque élection présidentielle, on dit que la France a rendez-vous avec son destin. À force, dans les désordres croissants de la société et du monde, cela finit par devenir de plus en plus vrai et les conséquences de chaque rendez-vous manqué de plus en plus délétères.

2021, dernière année avant le prochain rendez-vous, année où l'espérance peut encore changer le cours de l'histoire. Après ? Après, les dés seront jetés pour plusieurs années qui pèseront lourdement sur l'avenir.

Bien fidèlement à vous

Henri Guaino

Président d'honneur

La lettre du franc-parler

L'information anti-langue de bois

Les vœux du Président



Chers amis,

Tout d'abord, je tiens à vous présenter, ainsi qu'à vos proches, mes vœux les plus sincères pour cette année. Qu'elle vous apporte santé, bonheur et joie. J'ai une pensée pour tous ceux qui nous ont quitté, emportés par la maladie, comme notre ami Gérard Maza qui avait tant fait pour développer, et avec quel succès, Notre France en Occitanie.

En cette période si troublée, je ne forme qu'un autre vœu : que les Français trouvent en eux la volonté de rester debout.

C'est cette volonté qui vous a poussé à rejoindre Notre France. Durant l'année dernière nos rangs se sont beaucoup étoffés. Sur les deux derniers mois les recrutements se sont accélérés : de 35 000 mi-novembre, nous sommes passés à plus de 70 000 adhérents. C'est encourageant. Mais pour peser nous devons aller beaucoup plus loin. Le temps nous est compté. L'essentiel ne peut être accompli que par la volonté de chacun d'entre nous de faire partager son engagement.

Je vous propose que chacun d'entre nous se donne pour objectif de faire au moins deux adhésions dans les deux mois qui viennent. Je vous propose aussi de nous faire parvenir chacun au moins les noms et adresses de cinq personnes qui accepteraient de recevoir nos publications.

Chers amis, je sais que, portés par la force des convictions qui nous animent, nous pourrions y parvenir et ainsi changer la donne politique. Je compte sur vous.

Avec toute ma confiance

Martial Sciolla
Président de Notre France

Remerciements.

Avant de poursuivre les sujets développés dans la LFP de ce mois-ci, je me devais de remercier l'ensemble de ceux qui font ou qui ont permis l'existence de cette lettre du franc-parler.

Merci pour le temps qu'ils y ont consacré.

Merci d'avoir su affronter le regard porté sur leurs textes, leurs idées, leurs témoignages.

Il n'est jamais aisé de livrer une part de soi et « d'oser faire » !

Pierrick Bavouzet
Directeur de la publication

La lettre du franc-parler

L'information anti-langue de bois

Revenons à l'essentiel,

Article de François Meyer, compagnon de Notre France

Traditionnellement, nous faisons du sens du devoir une valeur forte de la cohésion nationale à laquelle la famille gaulliste est très attachée.

A l'opposé, les valeurs de gauche font plus souvent référence aux droits, souvent individuels comme le droit à la différence, le droit des minorités, etc. Droits individuels qui finalement sont assez éloignés des valeurs communes sensées être celles de la gauche.

Cette vision très caricaturale, souvent servie par des médias qui n'assurent plus leur rôle de catalyseur de la réflexion mérite d'être secouée et il est bien probable que seuls les gaullistes que nous sommes soient les derniers à pouvoir s'y atteler.

En effet, comment pouvons-nous imaginer passer un message rappelant aux Français que s'ils ont des droits, ils ont aussi des devoirs, quand leurs droits les plus élémentaires ne sont plus respectés ?

En d'autres termes, demander au peuple de France de faire preuve de cohésion nationale en insistant sur les devoirs de chacun au profit de tous, nécessite que l'Etat joue complètement son rôle et assure le socle de droits essentiels. Sans cela, comment faire ?

Dans la France d'aujourd'hui, qu'en est-il des droits essentiels ? D'abord celui de vivre en paix et en sécurité. Ainsi peut-on se poser les questions suivantes :

- Comment expliquer à un habitant d'une cité périurbaine qu'il a des devoirs civiques quand sa voiture, qu'il a achetée d'occasion avec un petit budget, a été brûlée le 31 décembre au soir par une bande de malfaisants parfaitement identifiés qui évoluent en toute liberté ?

- Comment expliquer à un couple de chrétiens irakiens qui souhaite s'intégrer en France qu'il a des devoirs pour devenir Français quand il survit dans une banlieue surpeuplée par des individus de provenance diverses, parfois irrégulière, qui ne font même pas l'effort d'apprendre le Français ?

- Comment expliquer à un retraité qui en est au troisième cambriolage de son pavillon qu'il doit être civique quand ses voleurs continuent à galoper dans la nature et qu'il se fait flasher 5km/h au-dessus de la vitesse limite sur une départementale ?

- Comment expliquer aux veuves et veufs de nos soldats tombés au Mali qu'ils ont des devoirs quand l'armée, sous-équipée, n'assure pas correctement la sécurité de ses personnels faute de moyens suffisants ?

- Comment expliquer à un professeur de collège qu'il a des devoirs quand il se fait insulter par des parents d'élèves qui ne voient en lui qu'un auxiliaire de garderie destiné à pallier leurs carences éducatives ?

La litanie pourrait ainsi remplir de nombreuses pages.

Ce que ces exemples illustrent, c'est tout simplement qu'il n'est plus possible d'appeler les citoyens français à leurs devoirs quand leurs droits ne sont plus assurés.

Et ces droits ne sont plus assurés justement parce que l'Etat, en perdition depuis des décennies, ne remplit plus, lui-même, ses devoirs.

La France d'aujourd'hui sombre vers le gouffre abyssal du déclassement en grande partie parce que la nation se délite et ce délitement est essentiellement dû à l'abandon, par l'Etat, de ses missions essentielles. Cet abandon est sournois et s'appuie sur la conjonction de plusieurs phénomènes dont les principaux sont

- L'arrivée au pouvoir d'une succession de décideurs incompetents et coupés des réalités du terrain,

- L'obésité morbide d'une fonction publique sous équipée intellectuellement et techniquement, mal payée et mal gouvernée (les catastrophes sanitaires, des masques aux vaccins, en sont la matérialisation actuelle).

- La culture de l'excuse généralisée qui pousse l'ensemble des services publics à oublier leur mission première, qui est de servir la nation avant tout, et les amènent à répéter les messages d'excuses (il suffit de passer quelques heures sur un quai de gare pour s'en rendre compte).

.../...

La lettre du franc-parler

L'information anti-langue de bois

.../...

- La peur et la lâcheté généralisées qui amène les hommes au pouvoir à effectuer des refus d'obstacles répétés et à laisser des situations se dégrader dans la logique de la « patate chaude » pour le suivant.

- Le refuge de l'Europe, si commode pour expliquer que les règlements européens, imposés par l'hydre bruxelloise, empêchent la pauvre France de gérer ses problèmes comme elle l'entend (et hop, on passe à la question suivante).

- La bien-pensance généralisée qui impose aux gouvernants, et donc à la fonction publique, de s'occuper de tout et donc de ne rien faire. Ainsi êtes-vous certain, en France, de recevoir un message radiophonique de l'État expliquant qu'il ne faut pas manger trop sucré quand, en même temps, votre commerce est saccagé par une bande blackblocks qu'on laisse faire car les affronter c'est prendre le risque d'en blesser un et de le voir immédiatement transformé en victime par BFM.

Avec ce dernier exemple, l'État assure une double sécurité : aucun malfaisant ne sera blessé, ainsi, ces voyous qui brillent par leur lâcheté et leur sauvagerie seront en bonne santé, et vous n'aurez pas de diabète, la situation est parfaite et tout le monde va bien...

Il va devenir urgent de revenir aux bases fondamentales de la Cinquième République qui, autour d'un État fort, permet au citoyen de jouir d'un espace de liberté propice à l'expression de l'esprit d'entreprise. Loin des théories outrées, qu'elles soient collectivistes ou libérales, le modèle de notre constitution marie harmonieusement un État fort et légitime sur son domaine de prérogative et un espace de liberté propice à l'accomplissement personnel. Ce que le Général de Gaulle synthétisait si bien dans son expression amusante à propos de la ménagère qui veut le progrès mais pas la pagaille.

Ainsi, pour nous, gaullistes, le progrès s'envisage dans l'ordre, le progrès étant au bénéfice des Français et l'ordre à la charge de l'État. Il n'est pas nécessaire d'être sorti major d'une promotion de l'ENA pour comprendre cela, il semble même que la compréhension de ces concepts simples soit devenue étrangère aux facultés de nos élites.

.../...

Imposer un régime drastique à l'État en le concentrant sur ses missions est donc la première de nos nécessités. Cela revient à élaguer de la fonction publique tout ce qui peut l'être pour conserver à l'État son rôle primordial dans les fonctions de défense et de diplomatie, de police, de justice, d'aménagement du territoire. Et pour le reste, plusieurs options sont possibles et ne s'excluent pas entre-elles :

- Pourquoi ne pas régionaliser tout ce qui touche à la gestion de l'éducation, aux services sociaux et à la santé ?

- Pourquoi ne pas confier à des opérateurs privés la mise en œuvre de services dans le cadre de cahiers des charges émis par les collectivités ou par l'État : transports, pole-emploi, infrastructures routières, etc.

- Pourquoi conserver dans le périmètre public des services qui n'assurent plus l'homogénéité territoriale d'origine ; ainsi, quel est l'intérêt de conserver un audio-visuel public subventionné par un impôt quand la plupart des Français ont accès au monde entier via Internet, à des chaînes privées sur la TNT, et constatent l'effarante médiocrité des programmes ?

Il n'y a pas qu'une réponse à une importante quantité de questions, mais il y a une priorité à traiter en urgence : l'État doit assumer ses devoirs, qui sont la fondation des droits des Français. Ensuite, la France doit exiger des Français qu'ils répondent à leurs devoirs individuels dans un cadre propice. Par la même, la charge de fonctionnement de notre administration diminuera et contribuera au désendettement de notre pays économiquement en ruine.

La question est à prendre dans ce sens. La pagaille actuelle, résultant d'abandons successifs, est le terreau de l'explosion, de la révolte et de l'anarchie ; la crise économique et sociale engendrée par les mesures attentatoires aux libertés prises en situation de panique par le gouvernement et le président actuel pourraient bien être une tragique étincelle.

.../...

La lettre du franc-parler

L'information anti-langue de bois

Compagnons de Notre France, il temps de remettre la Cinquième République en ordre de marche en dirigeant les regards es Français vers un objectif commun et dans la cadre d'un projet de société.

Bâtie sur les expériences vécues par les régimes parlementaires qui l'ont précédée, largement inspirée par les milliers d'années d'existence de notre peuple et des modèles successifs qu'il s'est donnés, la Cinquième République est un aboutissement magnifique.

Comme toute perfection, elle a ses exigences, dont la première est d'avoir à sa tête un Président qui en a l'étoffe.

Ne serait-ce pas à nous, maintenant, de le proposer ?



François Meyer

Merci cher François de nous avoir donné votre point de vue intéressant. Certaines interrogations soulevées méritent sans doute d'être développées et d'être débattues pour enrichir le projet France, mais au moins vous avez eu le courage de mettre à plat vos pensées et vos idées et en cela, je vous dis fort et clair : Bravo.

Pierrick Bavouzet
Secrétaire général de Notre France

Comme le marinier, que le cruel orage

Comme le marinier, que le cruel orage
A longtemps agité dessus la haute mer,
Ayant finalement à force de ramer
Garanti son vaisseau du danger du naufrage,

Regarde sur le port, sans plus craindre la rage
Des vagues ni des vents, les ondes écumer ;
Et quelqu'autre bien loin, au danger d'abîmer,
En vain tendre les mains vers le front du rivage :

Ainsi, mon cher Morel, sur le port arrêté,
Tu regardes la mer, et vois en sûreté
De mille tourbillons son onde renversée :

Tu la vois jusqu'au ciel s'élever bien souvent,
Et vois ton Du Bellay à la merci du vent
Assis au gouvernail dans une nef percée,

Joachim Du Bellay



La lettre du franc-parler

L'information anti-langue de bois

L'Homme augmenté

Par ces temps d'épidémie, de remise en question de la sécurité et de l'épanouissement de l'espèce humaine, nous nous interrogeons sur cette course effrénée à l'augmentation de l'homme, sa définition, sa nécessité, sa légitimité.

Vers quel progrès de l'humanité voulons-nous aller ?

Ce mot augmentation recouvre tant de réalités différentes pour l'homme !

Lorsque l'homme préhistorique améliore ses chances de survie par ses connaissances de la faune et de la flore qui l'environnent, il est augmenté de ses connaissances. Il se crée l'outil pour lui rendre une vie plus facile, lui vient aussi le désir de laisser une trace de son passage, il cerne mieux son environnement pour un mieux-être, bref il est en marche vers le progrès par son intelligence et l'expérience acquise qu'il transmet peu à peu son entourage immédiat.

Ainsi, lorsque l'homme préhistorique rentre dans les grottes pour dessiner le galop des chevaux, des grandes vaches de la grande salle de Lascaux, et les rennes traversant la rivière, il dessine le mouvement, la vie, l'œil de l'animal et ainsi, est augmenté de l'Art avec un grand A.

Progressivement et pour mieux se faire comprendre l'homme augmente son choix de communication en passant du figuratif à l'écriture afin de laisser une trace, une mémoire pour ses contemporains, mais aussi pour ses successeurs.

Peu à peu il passe de la transmission orale à la transmission écrite, comme l'est l'exemple du code de Nabuchodonosor, mais aussi l'ancien testament.

Il structure, il établit des règles, il crée des lois, il étend son appartenance à sa famille, à son clan, à sa tribu, à celle d'une contrée, d'un pays, d'un peuple, d'une Nation.

Il augmente sa capacité à vivre ensemble, recherche à mieux faire de façon moins pénible et être plus efficace.

En cela, que de progrès réalisés et ce à force d'expériences, d'intelligence croisée, de réflexions.

Plus près de nous, lorsque les premiers chercheurs inventent le pacemaker, les premières greffes du cœur, de reins, l'homme est augmenté en espérance de vie, pour le meilleur : le chercheur par la capitalisation de ses connaissances pour avancer dans le progrès, l'homme sauvé par l'implantation. En cela, ces augmentations ou progrès trouvent toute leur légitimité.

La question devient plus délicate lorsque cette augmentation devient intrusive dans le corps de l'humain et oblige à une implantation potentiellement handicapante. Un jour le progrès humain permettra l'implantation d'œil bionique dans l'orbite d'un soldat et lorsque la liaison numérique sera désactivée, au lieu d'un soldat augmenté, nous aurons fabriqué un humain handicapé. Ni l'efficacité de la stratégie militaire, ni la morale, ni le respect de la dignité humaine ne trouvent leur compte dans cette augmentation-là.

Et nous arrivons à la question essentielle :

« Que voulons-nous garder pour l'homme des applications de ce progrès humain ? »

Le progrès humain pour contrôler, asservir, soumettre ?

Non, cent fois non, parce qu'il représente la négation même du respect de la dignité humaine.

Un exosquelette pour une personne handicapée empêchée de marcher ?

Oui, cent fois oui. Le progrès humain trouve là toute sa légitimité.

Cent fois sur le métier réinterrogeons nous sur ce que nous attendons du progrès humain.

Cent fois interrogeons sur ce que doit être l'éthique, son évolution.

Quel avenir voulons, réfléchissons sur ce que doit être demain le progrès, ... ?

Gardons en tête que le critère cardinal de cette réflexion reste la dignité humaine.

Marie Hélène MOULINIER

La lettre du franc-parler

L'information anti-langue de bois

Liberté chérie

La liberté fait partie d'une des devises de notre république, inscrit dans la constitution article deux.

Définition : situation d'une personne qui n'est pas sous la dépendance de quelqu'un (esclavage, servitude) ; Qui n'est pas enfermée (opposé à la captivité) ;

Qu'en est-il réellement aujourd'hui de cette liberté ?

Celle :

D'entreprendre

De travailler

D'opinion

De critiquer

D'expression

De conscience

De circuler

De culte

De protester

D'apprendre

De se défendre

La liberté de ses choix, de vivre correctement, d'évoluer de pouvoir avoir la possibilité de progresser.

Dans quel "état errons-nous" ?

Comment est aujourd'hui "géré l'État" ?

Liberté chérie tu t'érodes, le paradigme français oublie ses devises cardinales.

Confusion entre protections pragmatiques pour l'intérêt général, essentiel à une vie en société et dérive liberticide, avec l'accumulation de mesures coercitives qui corsètent les libertés individuelles.

Sommes-nous revenus en un temps médiéval ?

La féodalité fait-elle un retour ?

Retrouvons-nous un statut de serf ?

Sommes-nous esclaves d'un système arbitraire et autocratique ?

Autant de questions soulevées et qui m'interpellent.

Peut-être que je suis dans l'exagération, mais cette de gestion de la crise Covid qui est cataclysmique, m'amène à penser, et sans vouloir paraître factieux, devant la passivité, l'acceptation et le cautionnement de la population à ces privations de liberté, que la Révolution Française de 1789 n'a jamais eu lieu.

Il nous reste le droit de respirer, soumis aussi, à contrainte d'auto-confinement avec obligation de porter un masque dans l'espace public, situation ubuesque, car c'est aussi une restriction généralisée, sans distinction de l'environnement dans lequel nous pouvons évoluer.

Seul sans interaction sociale dans la rue ou ailleurs, même traitement que si nous nous retrouvions dans un espace clos avec d'autres personnes ou dans un espace ouvert à forte densité de peuplement.

Peut-être que nos dirigeants et je commence fortement à le croire, sont atteints de cécité à force de constater leur manque de discernement.

Thierry Iengo
Compagnon de Notre France
Responsable secteur Hérault

La lettre du franc-parler

L'information anti-langue de bois

Communiqué

Jean Pierre Renard, délégué de Notre France pour la 1^{ère} et 2^{nde} circonscription de Seine-Saint-Denis nous prie de bien vouloir vous faire savoir qu'il a lancé un appel à Henri Guaino, notre président d'honneur, en vue de son éventuelle candidature à l'élection présidentielle de 2022.

Nous ne pouvons que nous joindre à ce souhait, mais savons aussi qu'il en est que de la responsabilité du futur candidat lui-même.

Nous savons encore que nous devons rassembler massivement autour d'un projet France afin de créer les conditions nécessaires pour que notre candidat naturel finalise le projet.

Pour que nous retrouvions l'esprit de notre Vème République originelle et faire se rencontrer l'homme et la nation afin qu'ensemble ils bâtissent le chemin d'une destinée commune, réellement choisie et voulue.

Nous savons le parcours complexe.

Cette décision est assujettie à moult conditions suspensives qui doivent être impérativement levées au fur et à mesure de l'avancement du parcours.

Cela fait bientôt quatre années que Notre France y travaille chaque jour sans relâche et nous commençons juste à percevoir les lueurs de la réussite.

Pierrick Bavouzet
Secrétaire général de Notre France